



Comité parlementaire pour un Iran démocratique

L'Iran après le soulèvement



Accueil de la Présidente élue du CNRI à l'Assemblée nationale (de g. à d): François Colcombet, Alejo Vidal-Quadras, Philippe Gosselin, Michèle de Vaucouleurs, Maryam Radjavi, Jean-Pierre Michel, Yannic Favennec Becot, Dominique Lefebvre et Hervé Saulignac.

Réunion à l'Assemblée nationale

Le 14 février 2018

C.P.I.D.

Présidente

Michèle DE VAUCOULEURS
Députée des Yvelines

Vice-présidents

André CHASSAIGNE
Député du Puy-de-Dôme

Yannick FAVENNEC
Député de la Mayenne

Philippe GOSSELIN
Député de la Manche

Hervé SAULIGNAC
Député de l'Ardèche

Membres

Sophie AUCONIE
Députée d'Indre-et-Loire

Pierre-Yves BOURNAZEL
Député de Paris 18^e

Jean-Michel CLEMENT
Député de la Vienne

Yves DANIEL
Député de la Loire-Atlantique

Jean-Paul DUFREGNE
Député de l'Allier

Jacques KRABAL
Député de l'Aisne

Bertrand PANCHER
Député de la Meuse

Bérengère POLETTI
Députée des Ardennes

François PUPPONI
Député du Val d'Oise

Frédéric REISS
Député du Bas-Rhin

Pacôme RUPIN
Député de Paris 7^e

Communiqué

Le Comité Français pour un Iran Démocratique (CPID) qui regroupe des députés de sensibilités politiques différentes, s'est réuni le 14 février 2018 à l'Assemblée nationale (Salle MARS-III) afin de discuter de l'évolution de la situation en Iran après les soulèvements populaires qui ont secoué le pays au début de cette année.

A l'occasion, le CPID a accueilli la Présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), Mme Maryam Radjavi qui a présenté son analyse aux participants. Elle a déclaré notamment : «Ce qui s'est passé le mois dernier en Iran marque un tournant. C'était un immense mouvement contre le régime religieux des mollahs dans sa totalité. Les gens dans la rue criaient qu'ils ne veulent plus du jeu de pouvoir entre «réformateurs» et «conservateurs». Aujourd'hui, en Iran le conflit dans la société se passe entre partisans d'un régime théocratique et ceux d'un changement de régime.»

Des députés honoraires ayant contribué à la fondation et à la continuation de ce comité lors des précédentes législatures ont également participé à cette réunion :

Dominique Lefebvre, ancien président du CPID et président de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise a souligné que le CPID a toujours cherché à rassembler toutes les sensibilités de la représentation nationale. Il a rappelé que « le CNRI en France exerce ses activités dans la légalité et le régime iranien n'a jamais cessé de faire pression sur les autorités pour cibler les droits démocratiques de l'opposition dans notre pays ».

Selon le Préfet honoraire Yves Bonnet, ancien directeur de la DST, «la seule façon d'empêcher l'Iran accéder à l'arme nucléaire est effectivement un changement de régime.»

Alejo Vidal-Quadras, Vice-président du Parlement européen (1999-2014) et président de 'In Search of Justice' (ISJ), ONG basée à Bruxelles a dit : « L'Europe doit redoubler la pression politique et diplomatique sur le régime totalitaire iranien qui n'a pas d'avenir. La complaisance aujourd'hui rend le prix de la liberté plus cher à payer par le peuple d'Iran et rend la paix dans la région encore plus loin. »

Pour Jean-Pierre Michel, parlementaire honoraire (1981-2014) et ancien magistrat : « nous devons soutenir la Résistance iranienne afin d'éviter une intervention extérieure. Aider la résistance intérieure et extérieure, et les relations qu'elles peuvent avoir, permettra au soulèvement populaire en Iran d'aboutir à une alternative politique. »

François Colcombet, ancien juge et conseiller à la Cour de cassation s'est dit « toujours frappé par l'engagement de très nombreux parlementaires de tous les partis autour du CNRI. » Selon lui le CPID « est une structure qui réunit de manière assez extraordinaire au Parlement français, d'un bout à l'autre, des personnalités de premier plan »

La présidente et les vice-présidents du CPID ainsi que des membres et autres députés présents sont également intervenus pour condamner la répression des récentes manifestations en Iran et les violations graves des droits humains qui les ont suivies, notamment les arrestations massives de manifestants. Le CPID soutient à la position du gouvernement français sur la nécessité d'un contrôle du programme balistique de l'Iran, et sur l'exigence de retrait des milices iraniennes de Syrie. Ils se sont engagés à défendre les droits des Iraniens pour accéder à la démocratie, ainsi que les droits démocratiques de l'opposition iranienne en France que le régime iranien a tenté de mettre en cause.

Secrétariat du CPID – Le 22 février 2018

Le mot de la Présidente



*Michèle de Vaucouleurs, députée des Yvelines,
Présidente du CPID*

« Un régime qui
enferme, qui
torture et exécute
ses opposants. »

Nous allons apporter un éclairage sur la situation en Iran. Comme en 1979, le régime est très largement critiqué par son peuple et à bout de souffle. Il y a des difficultés économiques. Les manifestations ont dénoncé la répression. Un des facteurs de la crise c'est le soutien à la Syrie qui a engendré des difficultés économiques. Récemment Jean-Yves Le Drian a exigé que le régime retire ses milices de Syrie.

C'est un régime qui enferme, qui torture et exécute ses opposants. On a vu la violente répression des manifestations. La société a un désir profond de changement.

Nous avons écrit une lettre au président Macron sur la réalité de ce régime qui est une dictature. Nous avons rappelé qu'il ne respecte pas les normes internationales, que ce n'est donc pas un partenaire fiable. Nous avons reçu une réponse.

Lettre du 15 janvier 2018 du CPID au Président de la République Emmanuel Macron

Monsieur le Président de la République,

Actuels et anciens députés animant le Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique à l'Assemblée nationale, nous nous adressons à vous à la suite des manifestations populaires qui ont secoué l'Iran dans les premiers jours de cette année 2018.

Nous partageons les inquiétudes que vous avez exprimées lors de vos vœux au corps diplomatiques, à l'égard du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales par l'actuel régime au pouvoir en Iran, et en particulier de la liberté de conscience comme de celle de manifester. Très préoccupés par la vague de répression, et notamment par les arrestations arbitraires qui ont suivi ces manifestations inédites à travers le pays, nous nous félicitons que les autorités françaises suivent avec attention la situation en Iran et que la France exprime avec fermeté sa préoccupation face au nombre important de victimes et d'arrestations.

Nous souhaitons également vous faire part de notre inquiétude face aux pressions et tentatives de chantage du régime iranien visant à une restriction des droits démocratiques de ses opposants et à tout marchandage visant leurs activités telles qu'elles vous ont été exprimées par le président Rohani.

En aucune manière la France ne doit répondre aux demandes déjà exprimées dans le passé, et nous nous félicitons pour notre part de la position française qui a su jusqu'à présent protéger le droit d'asile et les libertés politiques dans le respect des lois de la République. Comme vous le savez, la France a accueilli les réfugiés politiques iraniens dès le début des années 80 sous l'autorité du président Mitterrand et leur a toujours assuré la protection qu'ils sont en droit d'attendre d'un Etat

« La situation des droits de l'Homme en Iran doit être un facteur incontournable de tout développement de relations diplomatiques et commerciales et devra être mesurée à l'aune de l'arrêt des exécutions, de la libération des prisonniers politiques et du respect de la liberté d'expression et de manifestations.»

démocratique et d'un état de droit.

Quant aux accusations de « terrorisme » portées par le président Rohani contre l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI, composante principale du Conseil national de la Résistance iranienne, CNRI), elles sont, comme vous le savez, également sans fondements. Les décisions des juridictions compétentes des Etats-Unis et de l'Union européenne qui ont levé l'inscription de l'OMPI de la liste des organisations terroristes respectivement en 2012 et 2009, en attestent.

Sen prendre au Conseil national de la Résistance iranienne, seule opposition organisée en Iran, et en faire un bouc émissaire auprès des Etats européens, n'enlèvera en tout état de cause rien à la réalité iranienne qui éclate au grand jour. Ce régime autoritaire et expansionniste, doté de richesses énormes, est incapable de répondre aux besoins les plus élémentaires de sa population.

Malgré la signature d'un accord sur son programme nucléaire et le dialogue repris avec certains Etats occidentaux, la théocratie au pouvoir en Iran, par sa nature même, continue d'alimenter l'extrémisme islamiste dans la région par son soutien à des groupes terroristes. Rien, et pas même les atrocités et la sauvagerie de Daech, ne peut faire oublier les exactions des milices liées aux Pasdarans iraniens en Irak dont vous réclamez à juste titre la dissolution.

Quant à la situation des droits de l'Homme en Iran, la résolution (A/C.3/72/L.41) adoptée le 19 décembre dernier par l'AG de l'ONU « se déclare vivement préoccupée par la fréquence alarmante de l'imposition et de l'exécution de la peine de mort par la République islamique d'Iran, en violation de ses obligations internationales, notamment des cas dans lesquels la peine de mort est appliquée à des mineurs ».

La réalité de ce régime est donc bien celle d'une dictature que traduit l'absence de libertés politiques et d'opinion comme d'élections libres et démocratiques. C'est pourquoi à nos yeux, l'Iran, dont il est acquis que ses dirigeants ne respectent pas les normes internationales, ne peut à ce jour en aucun cas constituer un partenaire fiable dans le combat pour éradiquer l'intégrisme islamiste au Proche et Moyen Orient.

Nous estimons que l'amélioration de la situation des droits de l'Homme en Iran doit être un facteur incontournable de tout développement de relations diplomatiques et commerciales avec le régime en place à Téhéran et cette amélioration devra être mesurée à l'aune de l'arrêt des exécutions, de la libération des prisonniers politiques et du respect de la liberté d'expression et de manifestation. Il y a toutes les raisons de penser que l'attachement aux normes susmentionnées et une expression claire de fermeté, comme cela a été le cas dans le cadre de la négociation de l'accord sur le nucléaire iranien, placera la France dans une meilleure situation par rapport à ses interlocuteurs iraniens.

Nous ne doutons pas que les autorités françaises en déplacement en Iran feront preuve de la plus grande fermeté vis-à-vis du pouvoir iranien en rappelant en toutes circonstances la position de la France sur la situation des droits de l'Homme et sur la peine de mort, comme sur le nécessaire respect des valeurs et principes démocratiques.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Signataires :

Anciens députés : Yves Bonnet (Préfet honoraire, ancien directeur de la DST) ; Jean-Pierre Béquet ; François Colcombet (ancien juge et conseiller à la Cour de cassation) ; Dominique Lefebvre (Président de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise) ; Gilbert Mitterrand (Président de la Fondation France Libertés) ; Jean-Pierre Michel (ancien magistrat) ; Pascal Terrasse (ancien secrétaire général de l'Assemblée parlementaire de la francophonie) ; Michel Terrot ; Alain Vivien (ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, ancien président de la commission interministérielle de la lutte contre les sectes)

Députés membres du CPID : Michèle de Vaucouleurs (présidente du CPID - Démocrates et apparentés) ; André Chassaigne (Gauche démocrate et républicaine) ; Yannick Favennec Becot (UDI, Agir et Indépendants) ; Philippe Gosselin (Les Républicains) ; Hervé Saulignac (Nouvelle Gauche) ; Frédéric Reiss (Les Républicains) ; Pacôme Rupin (La République en Marche)



Philippe Gosselin, député de la Manche, Vice-président du CPID

« Il y a l'incapacité du régime à répondre aux besoins quotidiens du peuple qui n'en peut plus. »

L'actualité nous a rattrapés et elle a marqué début janvier. C'est une actualité brûlante. Le régime n'est pas dans une situation favorable, il est en difficulté, c'est ce que pensent les instances internationales.

Il y a une défiance politique. Il y a l'incapacité du régime à répondre aux besoins quotidiens du peuple qui n'en peut plus. C'est un régime autoritaire qui pratique la torture et la répression au quotidien. Il y a eu 8000 arrestations dans les manifestations et de la torture.

Il y a eu une réaction officielle de la France. Jean-Yves Le Drian devait aller en Iran et cette visite a été reportée au 5 mars.

Je salue l'attitude du Président de la République qui n'a pas cédé aux autorités iraniennes qui souhaitent une mise à l'index des organisations qui se battent pour la libération

de l'Iran, notamment le CNRI.

Je reprends le propos de Jean-Yves Le Drian contre l'influence militaire déstabilisatrice du régime iranien. Il a dénoncé les activités hégémoniques de l'Iran. Le gouvernement français cherche un équilibre instable. Il a des prises de position intéressantes qui mettent le doigt là où ça fait mal. Il y a la torture, le cas du « suicide » d'Emami, la peine de mort pour des mineurs. Il faut dénoncer les peines d'amputation.

Il faut (dans le CPID) assurer le passage de relais entre anciens et nouveaux membres. Je salue la présence de l'ensemble des sensibilités de l'Assemblée, c'est la représentation de la nation française, cela va au-delà des différences et des difficultés. L'Iran est un sujet qui rassemble et préoccupe.



Dominique Lefebvre, ancien président du CPID, ex-député du Val d'Oise et actuel Président de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Nous avons toujours cherché ici à rassembler. Je me félicite que le relais soit pris. Le pouvoir iranien a testé le nouveau président de la République, en particulier avec cette demande de réprimer la résistance qui exerce ses activités en France dans la légalité. C'est une tentative de pression. Nous sommes dans une situation nouvelle dans le contexte international. Nous souhaitons entendre la présidente du CNRI à ce sujet.





Maryam Rajavi, Présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne

« Ce n'était pas simplement des manifestations contre les difficultés économiques. C'était un immense mouvement contre le régime religieux des mollahs dans sa totalité. »

Le mois dernier, l'Iran a été le théâtre d'un soulèvement national dans 142 villes du pays. Les couches sociales forment le cœur de cette révolte. Pourtant en Occident, certains pensaient qu'elles formaient la base du régime. D'une seule voix, ces couches sociales ont appelé à la fin de la dictature religieuse et à l'instauration d'une république libre. Ce n'était pas simplement des manifestations contre les difficultés économiques. C'était un immense mouvement contre le régime religieux des mollahs dans sa totalité.

Les gens dans la rue criaient qu'ils ne veulent plus du jeu entre « réformateurs » et « conservateurs ». Aujourd'hui, la presse officielle en Iran dit que le conflit dans la société iranienne se passe entre les partisans d'un régime théocratique et les partisans d'un changement de régime.

Les manœuvres de Rohani ne trompent plus personne. Pendant qu'il parlait du droit du peuple à protester, il participait à la répression sanglante du soulèvement. 50 personnes ont été tuées dans les manifestations, 12 sont mortes sous la torture en prison. 8000 manifestants ont été arrêtés. Que faisait Rohani ?

Dans les réseaux sociaux en Iran, malgré la censure, les gens se moquent des soi-disant « réformateurs ». Les jeunes ont créé le slogan très populaire : « je suis un insurgé. »

Ce qui s'est passé le mois dernier en Iran marque un tournant. Il n'y aura pas de retour en arrière, car le régime est incapable de supprimer les causes de cette tempête. Il n'existe aucune perspective de solution aux problèmes économiques dans le cadre de ce régime. Après l'accord nucléaire, la situation de la population ne s'est pas améliorée en Iran. Car tout ce que le régime a reçu, a servi à alimenter davantage de guerres dans la région.

Sur le plan politique et social, le régime ne peut pas réduire la répression parce que cela ouvrira une brèche et il sait qu'il perdra le contrôle. La société iranienne est dans un état explosif. Le mur de la peur s'est fissuré. Par conséquent, la poursuite de la répression va coûter plus cher à la dictature, car cela risque de provoquer de nouvelles manifestations.

Le soulèvement a montré l'instabilité du pouvoir.

Certains en Occident ne veulent pas y croire à cause de leurs intérêts. Mais on ne peut plus ignorer que ce régime n'a pas de base sociale. Les structures économiques sont totalement détruites. Il n'y a pas de sécurité judiciaire pour les investissements financiers. Les analystes officiels disent clairement que les problèmes économiques en Iran ont besoin d'une réponse politique.

La corruption a totalement envahi la dictature religieuse. Même les gardiens de la révolution, principal levier du régime, connaissent une grave crise interne. Durant les manifestations, beaucoup de membres de la milice du Bassidj, chargée de la répression par les pasdaran, ont rejoint les manifestants.

Pour maintenir la dictature religieuse, les mollahs et leur lobby veulent effrayer les Iraniens et la communauté internationale en agitant la menace d'un scénario à la syrienne et d'une guerre civile en Iran. Ils cachent que la cause essentielle de la crise et des massacres en Syrie, c'est le régime iranien. Avec le renversement des mollahs, non seulement l'Iran ne va pas devenir une autre Syrie ou Lybie, mais la crise dans les pays de la région va disparaître et laisser la place à la paix et la démocratie.

Il existe en Iran une alternative avec une base populaire, capable d'apporter un changement. Elle a un programme et une formation précise pour l'Iran de demain. La présence de cette alternative puissante garantit un Iran uni et unifié. Nous voulons un Iran libre et démocratique, la séparation de la religion et de l'Etat et l'égalité des droits pour toutes les minorités ethniques et religieuses. Nous voulons l'égalité entre les femmes et les hommes, la fin du voile obligatoire et la fin de toutes les lois barbares contre les femmes.

Pour voir la base populaire et la force de cette Résistance, il suffit de prendre les déclarations du régime. Khamenei a officiellement déclaré que les manifestations avaient été organisées depuis des mois par les Moudjahidine du peuple. Rohani a téléphoné au président Macron pour lui demander de limiter les activités légitimes de la Résistance iranienne. Cela montre la peur et la faiblesse du régime.

« Le peuple iranien se demande où est l'Europe de la défense des droits humains ? »

Malheureusement, le silence de l'Europe face aux morts, notamment la mort des manifestants sous la torture en prison, et surtout les déclarations de la Haute représentante des Affaires étrangères de l'Union européenne, ont créé davantage de souffrances au peuple iranien. Le peuple iranien se demande où est l'Europe de la défense des droits humains ?

Nous approuvons des déclarations du gouvernement français qui est préoccupé par le nombre élevé de manifestants tués et qui défend les droits des manifestants et la liberté d'expression. Nous approuvons aussi ses déclarations sur la nécessité de contrôler le programme des missiles balistiques du régime et sa demande de départ de Syrie des milices liées aux mollahs.

Le 24 janvier, sur l'invitation de trois groupes politiques, je suis allée à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg. J'ai appelé la communauté internationale à prendre des

mesures efficaces pour contraindre la dictature religieuse à libérer tous les manifestants arrêtés, à la liberté d'expression et de réunion et à mettre fin à la répression des femmes et au voile obligatoire. J'ai dit que toute relation avec ce régime doit être conditionnée à la fin des exécutions et la fin de la répression. Tous les échanges économiques avec ce régime ne profitent qu'au guide suprême et aux pasdaran qui les utilisent pour réprimer la population et faire la guerre dans la région. Permettez-moi de souligner que cette politique sera contre-productive. Elle va à l'encontre du peuple iranien mais aussi de la paix et de la stabilité dans la région. Elle aura des conséquences négatives dans les pays d'Europe. La politique de concessions, encourage les mollahs. Regardez, ils poursuivent leur production de missiles ! Or ce régime est très affaibli et il a un besoin urgent de l'Europe. C'est pourquoi une politique de fermeté est plus que jamais nécessaire et efficace.



Yannick Favennec Becot, député de la Mayenne, Vice-président du CPID et membre de la commission de la Défense

Je suis heureux d'être avec vous Madame, à vos côtés pour confirmer ce qui a été dit jusqu'à présent, le fait que nous sommes engagés et que vous pouvez compter sur notre total soutien. Je vais rebondir sur ce que disait le préfet Yves Bonnet (sur les missiles balistiques) pour dire que c'est très inquiétant. Ce qui me paraît incroyable c'est qu'on est totalement polarisé sur la Corée du Nord et que personne ne parle de l'Iran, alors que les enjeux sont encore plus dramatiques. La question est que peut-on faire, comment réagir et agir ?

« Vous pouvez compter sur notre total soutien. »

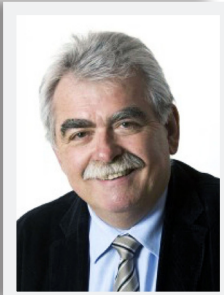


Bérangère Poletti, députée des Ardennes, membre de la commission des Affaires étrangères

C'est une belle association d'élus autour d'un combat très honorable, puisqu'il s'agit de défendre l'Iran démocratique. J'ai eu le plaisir de vous rencontrer Madame, à Strasbourg, à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, il y a peu et j'ai été charmée par votre douceur, votre volonté et votre capacité à entraîner autour de vous des personnalités qui entrent dans votre combat. J'avais suivi les événements que vous avez montrés dans le film. J'avais vu des femmes brandir leurs voiles pour revendiquer leur liberté et j'ai été très impressionnée par leur courage, qu'elles osent faire ça dans un pays où les forces ne sont pas de leur côté. Je vous l'ai dit

lorsque nous nous sommes vues. Et je me suis dit voilà, il y a des femmes courageuses qui peuvent effectivement changer les choses dans leur pays et entraîner un certain nombre de personnalités, hors des frontières, alors il faut les rejoindre et les soutenir. Mon engagement est récent, mais j'ai toujours été sensible à la démarche de ceux qui agissent pour la démocratie en Iran. Merci pour votre courage et à tous ceux qui dans le passé comme dans le présent sont à vos côtés pour porter ce discours très important des gens qui veulent leur liberté, la possibilité de pouvoir être éduqués et d'aller et venir librement. Vous pouvez compter sur moi. Je suis à vos côtés.

« Il y a des femmes courageuses qui peuvent changer les choses dans leur pays. »



André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme, Vice-président du CPID

« Briser ce mur du silence pour faire savoir que la répression existe. »

Je tiens à vous dire que c'est presque en ce qui me concerne une histoire ancienne. Une première satisfaction, c'est de voir que mandat après mandat, notamment depuis 2002, nous arrivons à reconduire un certain nombre de députés qui sont des amis de votre cause et avec une diversité politique absolument remarquable.

C'est déjà pour chacun d'entre nous une immense satisfaction personnelle, un sentiment d'être utile parce que tout cela n'est pas seulement une forme d'affection pour tous les résistants que vous êtes et ceux que l'on rencontre très souvent devant l'Assemblée nationale et qui deviennent, on peut le dire, des amis. Il y a une dimension personnelle,

affective, mais avec beaucoup de sens derrière. Le combat que vous menez est remarquable et vous le faites avec une forme de modestie, d'humilité et en portant des valeurs extrêmement fortes.

Notre responsabilité, c'est d'abord de briser ce mur du silence parce que c'est important de faire savoir que la répression existe. Et notre façon de faire, c'est de dire : certes il y a la raison d'État, mais elle ne doit jamais masquer les problèmes qu'il peut y avoir en termes de répression dans ce pays. Ce sont nos valeurs d'élus. Je crois qu'autour de nous, avec nos collègues de toutes les sensibilités, si on peut avoir un petit rôle auprès des gouvernements successifs, on aura rempli notre modeste mission.



Hervé Saulignac, député de l'Ardèche, Vice-président du CPID

« Que votre combat aboutisse pour le peuple iranien, mais aussi pour la paix dans le monde. »

Madame la Présidente, je voudrais vous remercier pour la clarté de votre propos, pour le courage de votre engagement et celui de celles et de ceux qui vous entourent. Je crois qu'il y a urgence à tout faire pour que votre long combat aboutisse, à la fois pour le peuple iranien, mais aussi pour la paix dans le monde. J'espère que cette représentation d'anciens parlementaires et de parlementaires en fonction sera vue comme le symbole de l'espoir parce que la résistance sans écho est vouée au désespoir.

Dans un grand pays comme la France avec son histoire et sa culture, c'est notre responsabilité morale d'exprimer notre solidarité et notre détermination à vous accompagner dans ce combat. Les communications numériques sont absolument déterminantes dans le combat qui est mené en Iran. Ici cette liberté nous est chère et précieuse. D'autres pays qui se sont soulevés, je pense à ce qui s'est passé en Tunisie, ont vu une formidable accélération de ces soulèvements et de l'organisation de ceux qui en étaient à l'origine grâce aux réseaux sociaux. Je voudrais vous interroger sur les contraintes qui existent aujourd'hui, les freins qui ont été mis par le régime en place sur cet outil numérique qui est absolument déterminant. Je crois que la force de votre propos ne laisse aucun doute sur l'issue heureuse de la résistance et que modestement aux côtés de mes autres collègues, je m'emploierai à essayer de faire en sorte que cela arrive le plus vite possible.



*Meyer Habib, député des Français établis hors de France,
Vice-président de la commission des Affaires étrangères*

« Aujourd'hui on a senti un début de changement, de révolution. »

Je considère que les choses ont changé parce qu'il y a aussi l'arrivée de Trump. Aujourd'hui on a senti un début de changement, de révolution.

Toutes ces questions économiques sont fondamentales. Si à l'époque on n'avait pas signé cet accord (nucléaire), si on n'avait pas injecté de l'argent par milliards en Iran, on n'en serait pas là. Il y a beaucoup d'entreprises françaises qui sont en train d'aller en Iran, d'y retourner. Il faut faire extrêmement attention, il faut alerter au plus haut niveau le Quai d'Orsay.

Le régime iranien est directement ou indirectement responsable des 380.000

morts qu'il y a eu ces dernières années, de l'intégralité des conflits.

Aujourd'hui, au-delà de ce rendez-vous, je crois qu'on a un rôle fondamental à continuer tous au sein de l'hémicycle par nos questions, à la commission des Affaires étrangères et avec le Quai d'Orsay. Je suis persuadé que la meilleure des choses, c'est qu'il y ait une unité entre les différentes personnes de toute l'opposition.

Nous ce que nous voulons c'est simplement un changement de ce régime sanguinaire. Il faut essayer de faire le maximum, avec tous les humanistes, pour aider à changer de régime.



Pierre Yves Bournazel, député de Paris 18e

Je voudrais dire notre attachement au peuple iranien, un peuple avec une très belle culture. Nous comme Français nous sommes attachés aussi à la liberté. Nous serons particulièrement vigilants à ce que le peuple iranien puisse aussi retrouver la liberté. Nous sommes à vos côtés pour vous aider sur le plan intérieur et extérieur pour que ce peuple puisse retrouver la liberté, les libertés essentielles, les libertés politiques, les libertés collectives, les libertés individuelles. C'est notre devoir et nous comme parlementaires nous avons cette liberté-là de dire que c'est notre tâche de le relayer.

« Nous sommes à vos côtés pour que le peuple iranien puisse retrouver la liberté. »



Cyril Isaac-Sibille, député du Rhône

Si je suis là c'est par sympathie. Je suis assez sensible à votre combat. Le problème de l'atome est un vrai problème. Là où je rejoins André Chassaingne, c'est tout bêtement le problème démocratique, et on ne peut pas voir un peuple souffrir

des années, avec les témoignages que vous avez apportés.

On sent que derrière, il y a un vrai mouvement populaire. Personnellement, je trouve que vous êtes une belle personne.

« On ne peut pas voir un peuple souffrir des années. »



Yves Bonnet, préfet honoraire, ancien député et ancien directeur de la DST

Ce qui se passe en Iran est sûrement très grave, mais ce n'est rien à côté de ce qui nous attend si l'Iran accède à l'arme nucléaire. Cela menace la paix, pas seulement au Proche-Orient, mais la paix mondiale. Il faut contrarier cette marche de l'Iran vers le nucléaire qui se conjugue avec celle de la Corée du Nord. La Corée progresse en matière nucléaire main dans la main avec l'Iran. Ce que nous dénonçons en Corée et en train de se produire en Iran. Cela serait resté caché pendant très longtemps, si la Résistance iranienne n'avait pas dénoncé ces activités considérables de l'Iran dans le nucléaire. Je vais vous donner un exemple et je partage tout à fait le point de vue sur l'attitude responsable du Président de la République. C'est le problème des missiles balistiques.

L'Iran dit aujourd'hui : nous voulons des missiles balistiques. Ce sont des missiles imprécis dont la cible est déterminée à partir de la vitesse de propulsion et de la direction initiale. Ils corrigent leur imprécision par la force de leur charge, c'est-à-dire qu'ils emportent des charges nucléaires. Un missile balistique qui n'emporte pas de charges nucléaires ne sert à rien.

Si le Président de la République française dénie à l'Iran le droit de se doter de sites de missiles balistiques, c'est bien parce qu'ils vont emporter des charges nucléaires. Les missiles balistiques que l'Iran construit sont les mêmes que ceux que la Corée fabrique.

Ce qui se passe actuellement en Iran est sûrement grave, horrible. C'est une population qui se dresse contre ses dictateurs. Mais ce sera encore pire si l'Iran demain cherche à s'asseoir à la table du club des pays dotés de l'arme nucléaire. C'est gravissime. C'est vraiment la paix mondiale qui est en jeu. La seule façon de pouvoir empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire, c'est effectivement un changement de régime. Le Conseil national de la Résistance présidée par notre amie Mme Radjavi, a déjà pris le solennel engagement de renoncer au nucléaire. La seule façon que nous ayons de voir l'Iran se retirer de la course au nucléaire, c'est que ce régime tombe. La seule véritable ressource étant dans le Conseil national de la Résistance iranienne.

« Il faut contrarier cette marche de l'Iran vers le nucléaire qui se conjugue avec celle de la Corée du Nord. La Corée progresse main dans la main avec l'Iran. »



Jean-Pierre Michel, parlementaire honoraire (1981-2014) et ancien magistrat

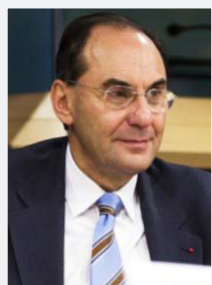
Quand on voit l'état du régime en Iran aujourd'hui, la question qui se pose c'est : qu'allons-nous faire? Sommes-nous prêts à soutenir la Résistance iranienne? En fait si nous ne la soutenons pas, nous nous retrouverons dans la même situation que ce qui s'est passé en Syrie. Dans la première révolution démocratique en Syrie contre Bachar Assad, nous n'avons rien fait et ce n'était pas faute d'avoir été éclairés, d'avoir reçu des explications des ambassadeurs. Je me souviens très bien d'Éric Lejeune qui était ambassadeur en Syrie et qui avait dit : si nous ne les soutenons pas, les islamistes vont arriver. Et c'est ce qui s'est passé. Donc nous devons intervenir, nous devons soutenir la

Résistance iranienne.

Bien entendu, on sait bien qu'il y a cette troisième voie, c'est-à-dire pas d'intervention extérieure mais asphyxier complètement le régime, aider la résistance intérieure et extérieure et les relations qu'elles peuvent avoir pour que le soulèvement ait un débouché politique.

Je crois que la visite du ministre des Affaires étrangères est totalement déplacée, ce n'est pas le moment. Car même s'il a des paroles dures, on sait ce que ça veut dire. Ça veut dire que de propagande du régime iranien à l'intérieur montrera la visite du ministre des Affaires étrangères de la France et dira vous voyez : on vient nous voir.

« Il y a cette troisième voie, c'est-à-dire pas d'intervention extérieure mais aider la résistance pour que le soulèvement ait un débouché politique »



Alejo Vidal-Quadras, ancien Vice-président du Parlement européen, président du Comité international in Search of Justice

« Certains en Occident sont possédés par un espoir sans fondement que le régime évoluera vers une ouverture et la modernisation. C'est un rêve qui n'arrivera jamais. »

Je suis ami de la résistance depuis 18 ans. Je préside le Comité international in Search of Justice qui rassemble les parlementaires et des personnalités publiques et politiques des deux côtés de l'Atlantique. Quand on voit tous ces pays dans la région et quand on voit le printemps arabe, c'est triste de constater l'absence d'une alternative démocratique pouvant prendre la relève après la chute des dictatures.

C'est pour ça que c'est une grande chance et un espoir pour les Iraniens d'avoir une alternative démocratique, avec un programme clair pour le respect des droits humains dans un Iran libéré de l'oppression de la théocratie. Le programme en 10 points de Mme Radjavi qui garantit les libertés, l'égalité des femmes, la laïcité, l'abolition de la peine de mort est un programme que je pourrais signer moi-même et présenter dans une campagne électorale en Espagne. C'est un programme impeccable. D'autant plus que tous ces propos, sont les propos d'une femme musulmane qui elle-même porte un foulard, mais qui est vigoureusement opposée au voile obligatoire. C'est un atout, une opportunité pour la France d'avoir accueilli cette opposition sur son territoire.

Une résolution adoptée il y a moins de deux mois à l'Assemblée générale de l'ONU appelle le régime iranien à faire cesser les restrictions graves et généralisées imposées à la liberté d'expression et d'opinion, à la liberté d'association et à la liberté de réunion pacifique notamment en mettant fin aux harcèlements et à la persécution des opposants politiques, elle demande de remettre en liberté les personnes détenues arbitrairement pour

avoir exercé ces droits en toute légitimité. J'aurais aimé entendre des propos similaires de la Haute représentante des relations extérieures de l'Union européenne. Malheureusement on ne les a pas entendus.

Les arrestations massives des jeunes dans différentes villes se poursuivent avec brutalité. Certains sont déjà morts sous la torture. Ce soulèvement a bien montré que les analyses de la Résistance durant toutes ces années étaient exactes. C'est un régime fragile sans légitimité, sans base populaire et qui reste au pouvoir par une répression brutale. Certains en Occident sont possédés par un espoir sans fondement que le régime évoluera vers une ouverture et la modernisation. C'est un rêve qui n'arrivera jamais. J'ai une longue expérience dans ce domaine. C'est pourquoi je pense que toute relation avec le régime iranien doit être conditionnée à la fin de la répression et la mise en liberté de tous les manifestants arrêtés. Le volet des droits humains doit être présent d'une manière forte dans nos rapports avec le régime iranien.

Seuls la dictature religieuse et le corps des pasdaran profitent d'une politique de faiblesse pour renforcer la répression en Iran et la guerre dans la région. La déstabilisation régionale causée par ce régime a mis aussi l'Europe sous pression avec des attaques terroristes. L'Europe doit mettre fin à son silence, redoubler la pression politique et diplomatique sur le régime et prendre ses distances avec les mollahs. Le régime totalitaire iranien n'a pas d'avenir. La complaisance aujourd'hui rend le prix de la liberté plus cher à payer par le peuple d'Iran et rend la paix dans la région encore plus loin.





« C'est une des structures au Parlement français qui réunit de manière assez extraordinaire tout le monde. »

François Colcombet, ancien juge et conseiller à la Cour de cassation
 J'ai participé à des débats avant 1981 qui concernaient l'accueil des réfugiés politiques. J'étais de ceux qui disaient d'appliquer notre droit d'accueillir les réfugiés politiques. Le premier qui a profité de cette mesure a été Massoud Radjavi qui est arrivé en juillet 1981 et qui a été accueilli. Il est vrai qu'il était déjà connu des dirigeants français et allemands parce que son mouvement avait un soutien des démocrates français. Malgré toutes les critiques qu'on leur a faites à un certain moment, ils avaient été reconnus comme des gens avec qui on pouvait travailler. Ils ont eu une période heureuse en France et une période malheureuse quand, pour avoir des contrats avec l'Iran, les gouvernements français de l'époque ont accepté de les martyriser, de les inscrire sur des listes d'organisations terroristes et de les poursuivre pénalement.

Je suis magistrat de formation et comme juriste j'ai vu les innombrables procès compliqués dont ils ont été victimes devant les juridictions américaine, anglaise, européenne et française. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'ils les ont tous gagnés. Ils sont blancs comme neige et toutes les critiques qu'on pouvait leur faire ont été vaincues publiquement dans la presse nationale ou internationale.

Comme j'ai été magistrat, je ne prends pas les choses sans les avoir bien observées et j'ai mis du temps à les connaître. Je dois dire que j'ai reconnu en eux des gens à qui on pouvait faire confiance. Au fond ils n'étaient pas de la même religion que moi et n'avaient pas la même culture, ils n'avaient pas la même histoire. Or très étonnamment je me suis trouvé très proche d'eux parce qu'il s'est passé une chose extraordinaire, c'est qu'en France et notamment au Parlement, ce sont les élus qui ont eu des sympathies pour eux, plus que le personnel politique qui était très réticent. J'ai toujours été frappé par l'engagement de très nombreux parlementaires de tous les partis. C'est d'ailleurs une des structures au Parlement français qui réunit de manière assez extraordinaire tout le monde, d'un bout à l'autre, avec des personnalités de premier plan. Ça a un sens.



« Nous emparer de cette question importante des droits de l'homme et au-delà de la liberté d'un peuple. »

Philippe Gosselin, député de la Manche, Vice-président du CPID

Un petit mot de transition avant de laisser la Présidente conclure cette belle soirée. Vous avez pu constater, le passage de relais se fait au mieux dans cette ambiance qui réunit les différentes sensibilités, le Républicain est à côté de la collègue En Marche, qui est à côté du Communiste, et je n'oublie pas les Centristes et les Socialistes. Il y a cette diversité qui nous fait vivre. C'est un moment particulier où on se ré-intéresse, au-delà des cercles politiques, à l'Iran. Preuve en est un certain nombre d'articles qu'on ne voyait plus depuis très longtemps dans certains journaux français. En début d'année

on a eu des analyses de sociologues, de chercheurs au CNRS, et donc pas que des politiques sur la situation en Iran. C'est sans doute un signe qu'en effet les choses bougent et quelles bougeront encore davantage. À nous, chacun à notre place, de nous emparer dans nos groupes politiques de cette question importante des droits de l'homme et au-delà de la liberté d'un peuple et bien au-delà de la stabilité au Proche et au Moyen-Orient, ce qui a évidemment au-delà du peuple iranien des répercussions énormes sur nos démocraties européennes et donc sur la stabilité du monde.



Michèle de Vaucouleurs, députée des Yvelines, Présidente du CPID

J'ai été ravie qu'on puisse avoir cette première réunion ce soir. C'était important qu'on repose les bases de ce qu'est la situation et qu'on se motive, nous les nouveaux et les anciens nouveaux, à agir. À présent il faut battre le fer pendant qu'il est chaud. C'est une belle cause. Je ne peux qu'abonder dans le sens des mots de notre collègue Cyrille Isaac-Sibille. Vous êtes, Madame la Présidente, une belle personne et autour de vous il y a beaucoup d'humanité. On ne peut pas tricher avec ça. A partir du moment où on sait qu'on est sur ce terrain-là, on ne peut pas se tromper. Cela me conforte dans cet honneur et cette responsabilité que j'ai d'avoir la présidence de ce comité parlementaire pour un Iran démocratique. Sur le combat de la démocratie, je serai avec vous, à vos côtés.